

25 juin 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse du Président de la République et de Madame Giorgia Meloni, Présidente du Conseil des ministres d'Italie lors du Sommet franco-italien.

Emmanuel MACRON

Madame la Présidente du Conseil, chère Giorgia,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames les ambassadrices, Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités.

Je remercie Madame la Présidente du Conseil ainsi que tous les ministres ici présents, et les acteurs de la relation entre l'Italie et la France, pour leur présence à Antibes à l'occasion de notre 36ème sommet franco-italien. Nous nous sommes, en effet, retrouvés ces derniers jours à de nombreuses reprises avec Madame la Présidente, lors du sommet du G7 à Évian, juste après au Conseil européen des 18 et 19 juin, hier à Berlin avec plusieurs autres collègues. Et nous nous retrouverons dans quelques jours à Ankara pour le sommet de l'OTAN, comme nous l'avions fait d'ailleurs au début mai au sommet de la Communauté politique européenne en Arménie.

Dans chacune de ces enceintes, l'Italie et la France partagent des intérêts, des convictions et portent souvent des projets communs. Ce travail s'appuie sur une coopération bilatérale qui est riche et solide, dont ce sommet nous montre la profondeur des partenariats, des projets, des investissements qui constituent la réalité concrète de la relation entre l'Italie et la France. Les sept accords qui viennent d'être signés le montrent, comme aussi les accords qui ont été signés entre nos entreprises et entre nos grands acteurs.

Oui, l'Italie et la France sont toujours l'une pour l'autre des partenaires aussi naturels qu'incontournables. C'est tout l'objet de ce sommet que de projeter la relation franco-italienne vers l'avenir avec des objectifs clairs. C'était le sens aussi du traité du Quirinal qui, depuis cinq ans, a donné un cadre plus ambitieux et plus concret à nos partenariats et à nos projets. D'abord, sur le plan économique et commercial, nos deux pays ont largement dépassé en 2025 le niveau historique des 100 milliards d'euros d'échanges et de biens. Nos chaînes de valeurs sont intégrées, nos entreprises travaillent de plus en plus sur des projets communs, tandis que nos investissements croisés sont plus conséquents. Le succès du forum d'affaires franco-italien qui s'est tenu au Cанны en est la parfaite illustration.

Ce sommet vient d'abord rehausser notre coopération en matière de défense. Nous venons de l'évoquer, nos ministres se sont réunis sur nos priorités partagées : le soutien continu à l'Ukraine, la participation conjointe à des opérations de paix et de politiques de sécurité et de défense communes, les programmes conjoints d'armement, avec des réussites franco-italiennes comme les missiles Aster ou le SAMP/T Nouvelle Génération. Notre feuille de route capacitaire et le comité bilatéral de stratégie industrielle de défense acté aujourd'hui viendront renforcer notre coopération capacitaire et industrielle en appui à la base industrielle et technologique de défense européenne.

Nous renforçons aussi notre coopération dans le domaine de l'énergie. L'actualité récente l'a encore démontré, il est plus que jamais nécessaire de renforcer l'indépendance énergétique de notre Europe. La France a fait un choix clair et décisif il y a de nombreuses années en faveur de la production d'énergie nucléaire et un processus législatif est en cours en Italie en vue d'une relance. À ce titre, je veux saluer la volonté des industriels italiens de participer au développement et au déploiement en Europe du projet de petits réacteurs modulaires NUWARD. Je l'ai redit lors de nos échanges avec Madame la Présidente du Conseil, nous voulons bâtir avec l'Italie un partenariat industriel global et privilégié dans le domaine du nucléaire civil, couvrant toute la chaîne de valeur.

Dans le secteur spatial, la coopération franco-italienne a été un moteur historique pour l'Europe et elle doit le rester. Le site de Thales Alenia Space à Cannes, visité par les ministres italiens et français aujourd'hui, en est le symbole. Nous devons continuer à mettre ces compétences au service du renforcement de la compétitivité, de la résilience, de la souveraineté européenne, pour l'accès autonome à l'espace, les communications par satellite, l'observation et l'exploration, comme pour le spatial de défense. C'est pourquoi nous avons réaffirmé notre soutien au projet BROMO, porté par Thales Alenia Space, Airbus et Leonardo, qui permettra l'avènement d'un champion européen du spatial, ainsi qu'au projet IRIS², qui constituera la colonne vertébrale de la connectivité satellitaire européenne. Nos équipes vont continuer à travailler durant l'été et se retrouveront aussi pour porter un agenda commun lors du Sommet spatial international des 9 et 10 septembre prochains.

En matière de sécurité, nous avons acté lors de ce sommet la création de la brigade mixte franco-italienne, afin de nous doter d'un instrument opérationnel de surveillance autour de notre frontière commune au service de la lutte contre la criminalité transfrontalière et l'immigration irrégulière, alors que nous mettons en œuvre le Pacte asile et migration. Nous travaillons aussi étroitement ensemble dans le cadre de la Communauté politique européenne, puisque l'Italie et la France ont pris une initiative commune de bâtir cette Coalition européenne contre les drogues et le narcotrafic, qui rassemble 40 États et organisations partenaires pour des résultats opérationnels, de la résilience portuaire à la lutte contre les flux financiers illicites, ainsi qu'à la réhabilitation.

Nous multiplions aussi nos coopérations en matière de transport, nous poursuivons nos projets. A cet égard aussi, le comité transfrontalier porté au niveau des ministres qui avait été décidé dans le cadre du traité du Quirinal a changé la donne en termes de rapidité de mise en œuvre. Le projet du tunnel routier de Tende, autour de deux tunnels, après la mise en service d'un nouveau tube à l'été 2025, est clé. Nous avançons sur le projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin. Nous progressons pour réaliser l'axe ferroviaire Marseille-Gênes, désormais éligible au financement européen. Et on le voit bien, de Tende à Fréjus, nous avons beaucoup progressé sur l'ensemble de nos projets transfrontaliers en termes d'infrastructures, et il nous faut poursuivre, de la même manière que nous poursuivons une stratégie commune sur le plan industriel et agricole. L'accord qui a été signé aujourd'hui le montre là aussi, comme la communauté d'agenda européen le montre également.

En matière de culture, nous nous engageons à valoriser notre patrimoine matériel et immatériel, à faciliter la mobilité des artistes, à encourager la coproduction d'œuvres culturelles, en particulier dans le cinéma et l'audiovisuel. C'est tout le sens de l'accord qui a été signé.

Enfin, la vitalité de notre relation se mesure aussi aux échanges croissants entre nos jeunes et nos étudiants. Nous avons acté la création d'un parcours franco-italien pour les élèves de lycées professionnels, le lancement d'un nouveau programme de jeunes talents, et le renforcement de notre coopération dans les domaines de l'enseignement et de la formation professionnelle.

Cette relation bilatérale, dont je viens de décrire ici à la fois les forces historiques, mais ce qui s'est aussi beaucoup développé ces dernières années, ou que ce sommet permet d'accélérer, vient en quelque sorte nourrir également une vision de l'Europe plus compétitive et plus souveraine. Nous avons échangé sur nos défis de compétitivité, et l'Union européenne, en effet, nous en sommes convaincus ensemble, doit accélérer, investir plus, réduire ses dépendances, se diversifier. Nous avons constamment, ces derniers mois, porté cette exigence commune lors des débats européens, en voulant aussi assurer pour nos entreprises une concurrence plus loyale, protéger lorsqu'il y a de la concurrence déloyale, simplifier pour se resynchroniser avec le reste du monde, investir. Nous devons faire levier de notre marché intérieur, soutenir la production dans l'Union européenne par une préférence européenne dans les secteurs stratégiques, et accélérer sur l'union de l'épargne et de l'investissement pour avoir des financements conjoints privés.

Nous avons eu également avec Madame la présidente une discussion sur le prochain cadre budgétaire pluriannuel pour l'Union européenne de 2028 à 2034. Et je crois pouvoir dire que l'Italie et la France ont le même agenda : défendre les politiques de cohésion et d'agriculture, avoir une Europe plus efficace, avoir une Europe qui investit dans ses politiques d'avenir pour être souveraine, et donc qui saura trouver ou des ressources nouvelles pertinentes qui ne touchent pas nos acteurs industriels ou nos ménages, ou aller vers des mécanismes d'endettement communs de manière pragmatique. En effet, c'est cet équilibre qui sera clé et c'est pourquoi nous devons travailler ensemble en priorité à de nouvelles ressources propres, bâtir un accord équilibré, mais aussi savoir innover sur le financement du prochain budget.

Enfin, durant ce sommet, nous reviendrons sur ce que nous avons beaucoup débattu ces derniers jours dans les grandes questions internationales. L'Ukraine, nous l'avons largement évoquée hier, et je ne veux pas ici être plus long, mais nous avons ces derniers jours réussi une reconvergence avec les États-Unis d'Amérique, ce qui est un point clé pour l'efficacité de notre stratégie.

Évidemment, la mise en œuvre de la paix au Proche et Moyen-Orient. Et à ce titre, nous avons avec nos partenaires un rôle à jouer pour contribuer à des opérations de déminage et de réouverture d'Ormuz, mais nous voulons le faire dans un cadre pacifique, agréé et déconflicté avec l'ensemble des parties prenantes, qui permettra justement la stabilité dans la durée.

Sur Israël et la Palestine, nous avons plaidé en faveur d'une mise en œuvre effective du plan de paix à Gaza et permettre l'acheminement massif et sans entrave de l'aide humanitaire. Et lors du G7, nous avons ensemble plaidé pour qu'en Cisjordanie, des avancées de la colonisation qui sapent la perspective d'une solution à deux États cessent. Nous devons maintenant avancer entre Européens sur la mise en œuvre de mesures concrètes.

Et puis, pour le Liban, la France et l'Italie ont un rôle particulier. Nous sommes deux nations fortement contributrices de la FINUL, et ensemble avec Madame la présidente, nous voulons lancer une coalition sur le dispositif post-FINUL évidemment en coordination avec l'Union européenne et les Nations unies, pour renforcer la souveraineté du Liban et de ses forces armées, empêcher que son territoire ne devienne le point d'appui d'une escalade régionale.

Je crois pouvoir dire que, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, la coopération entre nos forces armées, nos ministres et entre nous est excellente et, je l'espère, permettra d'avancer durant les prochains mois pour bâtir une perspective après le 31 décembre 2026, puisque c'est la fin du mandat de la FINUL qui sera alors actée. La feuille de route issue du sommet franco-italien est claire et opérationnelle. Les défis que nous avons sont nombreux, je viens ici d'en couvrir qu'une partie. Mais je crois pouvoir dire que nos entreprises, nos administrations, nos jeunes, nos sociétés civiles et nos gouvernements ont conscience, comme nous l'avons l'un et l'autre, de l'importance de ces défis et de l'exigence des temps que nous vivons. Et je crois que tous les projets que nous bâtissons lors de ce sommet sur le plan bilatéral, tout ce que nous avons décidé aujourd'hui d'actions communes sur le plan européen et les initiatives prises de l'Ukraine au Liban permettent d'avoir un agenda commun qui donne à l'Italie et à la France une relation encore plus forte, mais aussi son utilité au sein de l'Europe et notre utilité pour défendre un droit international efficace et un ordre international plus stable. Je vous remercie pour votre attention en réitérant mes remerciements à Madame la présidente du Conseil de sa visite à Antibes et de ce sommet.

[Intervention de Mme Giorgia MELONI]

Journaliste

Bonsoir. Madame la Présidente du Conseil des ministres, Monsieur le Président de la République, vos relations ont parfois été qualifiées de glaciales. Comment les qualifiez-vous aujourd'hui ? Concrètement, sur le terrain, ce que nous constatons, c'est surtout l'évolution de l'un des symboles de ces relations entre l'Italie et la France, le tunnel de Tende. C'est le seul passage entre l'Italie et la France avec l'autoroute. Ça concerne des centaines de milliers de Français et d'Italiens. Ce tunnel, il a été fermé. Puis désormais, il y a une circulation alternée, extrêmement pénalisante pour les frontaliers. Alors puisque désormais, les relations semblent se réchauffer entre nos deux pays, pouvez-vous nous annoncer quand va rouvrir totalement ce tunnel ?

Et puis, Madame la Présidente du Conseil des ministres, Monsieur le Président de la République, il y a également des inquiétudes concernant la réalisation concrète du méga-projet de satellite BROMO. Comment éviter qu'il ne finisse comme le projet d'avion de combat franco-allemand ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Peut-être que nous vivons tous sous le même climat. Il est chaud et il n'y a plus rien de glaciaire. Nous défendons les intérêts de nos pays, mais nous le faisons de manière respectueuse et engagée. Nous croyons dans la force de la coopération bilatérale, en particulier la coopération transfrontalière. Je crois que l'accélération de beaucoup de projets l'a montré.

Nous croyons aussi dans une Europe plus forte et plus souveraine et qui tient sa place. Et ça, je crois que ça nous rassemble. Et donc nous avons vraiment une approche commune, et vous l'avez vu, qu'il s'agisse de l'Ukraine, qu'il s'agisse du Liban, qu'il s'agisse de la situation à Ormuz ou de nos positions sur le budget, nous avons vraiment réussi à bâtir des convergences et c'est ça qui nous importe.

Je suis, moi, très content de ce qu'on a réussi à trouver à bâtir et qui sort de ce sommet. À cet égard, c'est ça qui nous permettra d'avancer, vous l'avez dit, c'est la coopération transfrontalière qui a permis, après les terribles événements que nous avons subis, de rouvrir le tunnel de Tende, d'avoir d'abord un premier tube avec, en effet, parfois les contraintes qui existent, mais il est rouvert. C'était l'engagement qui a été pris. Et les travaux commencent sur le deuxième, comme je l'ai dit, et donc c'est ce sur quoi nous sommes d'accord. Et c'est d'ailleurs ce qui est piloté directement par nos ministres, conformément à ce qu'on a voulu il y a cinq ans lors du Traité du Quirinal, pour que, justement, il y ait des relations bilatérales beaucoup plus fortes et une coopération transfrontalière, c'est qu'elle soit prise au niveau ministériel sur ces sujets. Donc ça avance, je veux vous rassurer. On a été au rendez-vous des réouvertures qui avaient été promises lors des différents déplacements, mais on va continuer d'améliorer les choses.

Cette coopération transfrontalière, elle est vraiment exemplaire, qu'il s'agisse des infrastructures de transport, et on va continuer, comme aussi de la coopération dans la lutte contre l'immigration clandestine, au-delà de la brigade signée aujourd'hui. D'ailleurs, tous ces derniers mois, ces dernières années, on a eu une coopération extrêmement efficace, et nos ministres en sont les garants et ont toujours fait fonctionner cela avec beaucoup de pragmatisme et d'efficacité.

Sur BROMO, nous l'avons dit, l'un et l'autre, nous avons une communauté de vues, c'est-à-dire que nous soutenons cette opération. Elle consolide le spatial européen, elle consolide la force de nos entreprises, en particulier Thales Alenia Space, qui est présent dans votre région, mais également Airbus et Leonardo. Et donc nous avons besoin d'aller au terme, et nous, nous pensons que c'est cohérent avec l'agenda que nous soutenons, d'ailleurs Italie et France, et plusieurs collègues, qui est un agenda d'une plus grande compétitivité européenne et donc qui nous permet de bâtir des champions. Et donc bâtir des champions, c'est parfois rapprocher des grands acteurs européens entre eux. Et donc nous pensons qu'il faut faire ce projet, qu'il ne faut pas demander des remèdes excessifs, et même le moins possible, et qu'il faut permettre de bâtir ce grand champion mondial.

[Réponse de Mme Georgia MELONI]

Journaliste

Bonsoir à toutes et à tous. Je m'adresse à Madame Meloni. Après l'interview à Fox ce mercredi, l'Italie a été accusée d'être complice de l'agression à l'Iran. Je voudrais savoir comment vous réagissez à cette accusation ? Et comment s'est passée la clarification avec Monsieur Rutte ? Est-ce que vous avez une idée de comment les choses se sont passées du moment que Monsieur Crosetto parle de mots prononcés au hasard. Je voudrais demander à Monsieur Macron, vous avez dit que Trump a pris une certaine position par rapport à l'Europe et je voudrais savoir si vous êtes inquiet de l'éloignement des États-Unis de l'Europe.

[Réponse de Mme Giorgia MELONI]

Emmanuel MACRON

Quant à votre question, je crois depuis de nombreuses années que nous avons besoin d'une Europe plus souveraine, plus forte, plus indépendante, dans les domaines militaires, dans les domaines technologiques, économiques, alimentaires, etc. C'est pour moi le fil directeur de la politique à la fois française et européenne que nous menons.

Depuis 2022, cette stratégie dite d'autonomie stratégique a été actée par les Européens eux-mêmes. L'Ukraine ayant été un accélérateur. Je crois que les 18 derniers mois ont encore fait passer un nouveau seuil aux Européens. Je m'en félicite.

Je défends aussi un pilier européen fort au sein de l'OTAN. Pour autant, je ne suis pas favorable à un éloignement avec les États-Unis d'Amérique. Alors, je pense qu'il y a eu des moments d'incertitude, d'éloignement, qui se sont joués durant ces 18 derniers mois sur la question ukrainienne, sur d'autres dossiers, qu'ils soient technologiques, économiques ou autres. Notre devoir, c'est de constamment renforcer notre indépendance pour être moins exposés à la volatilité de telle ou telle décision, mais c'est, partout où on le peut, de continuer d'avoir les États-Unis d'Amérique engagés avec nous, surtout dans les dossiers où elle a un rôle important à jouer.

C'est pourquoi, à ce titre, je pense que le G7, la semaine dernière, a permis une reconvergence entre Américains, Canadiens, Japonais et Européens très importante, d'une part sur le dossier ukrainien, puisque pour la première fois, les États-Unis ont signé avec nous un texte qui a dit clairement qu'ils ne sont plus des médiateurs neutres, mais qu'ils soutiennent à nos côtés la souveraineté territoriale, l'intégrité territoriale ukrainienne, le soutien militaire, capacitaire et énergétique, et les sanctions à la Russie. Et ça, c'est un vrai changement qui les rapproche.

De la même manière, sur les Proche et Moyen-Orient, nous avons trouvé des chemins de convergence, d'Ormuz au Liban, en passant par la question nucléaire. Et je pense aussi que sur la question des terres rares et des minerais critiques, sujet que nous avons discuté sous présidence italienne, puis sous présidence canadienne. On a signé un texte très opérationnel avec près de 200 projets, un peu plus de 60 milliards d'euros d'investissements communs, qui signe aussi une reconvergence entre les Américains et les Européens. Donc ça, c'est important, et ça, il faut le garder, il faut avancer. Mais on sait qu'il y aura vraisemblablement des changements, de nouvelles péripéties. Notre rôle, c'est partout où on le peut de garder les Américains avec nous, mais chaque jour de renforcer notre indépendance.

Journaliste

Monsieur le Président, la France fait face à un épisode caniculaire inédit et dans le même temps à son impréparation. On le voit, les écoles ne peuvent pas donner cours normalement ; des enfants dorment au sol avec des draps mouillés ; dans les EHPAD, des personnes âgées sont en souffrance. On est très loin des annonces de rénovation énergétique que vous aviez annoncées il y a trois ans. Le Fonds vert a aussi largement été amputé l'an dernier. La France a-t-elle pris du retard face au changement climatique que nous vivons ?

Et puis, Madame la Présidente du Conseil, au moment de la condamnation de Marine Le Pen en première instance, vous aviez déploré un problème pour la démocratie. La soutiendrez-vous encore d'ici une dizaine de jours si elle est condamnée en appel ? Merci.

Emmanuel MACRON

Le Premier ministre a déjà commencé à décrire tout ce qui avait été fait, et à juste titre, ainsi que les ministres, qu'il s'agisse des hôpitaux, des EHPAD, ou de l'aide exceptionnelle qui a été apportée durant toutes ces dernières années aux collectivités locales avec le fonds vert, mais avant ça, bien d'autres, et ça fait maintenant plusieurs années que nous avons accompagné une transition de nos habitats, de nos bâtiments publics, de nos infrastructures publiques, qui correspond à l'adaptation. Donc, il y a un gros travail qui a été fait, et je pense que l'honnêteté conduit à le regarder, à la fois de montants investis et de vraies transformations et qui ont changé beaucoup de choses, qui ont d'ailleurs été accompagnées par l'engagement de beaucoup de nos fonctionnaires, dont je veux saluer le rôle, et d'élus qui ont vraiment fait un très gros travail.

J'étais, juste avant de vous rejoindre, à Vélizy-Villacoublay, où j'ai vu le travail remarquable des équipes municipales très engagées. Néanmoins, nous n'avons pas fini ce travail. Il faut avoir cette humilité.

Et pour ma part, je regrette plutôt les choix qui ont été faits, mais je crois aussi dans la démocratie. Il se trouve que quand j'avais une majorité absolue, ces fonds ont été votés. Il y a eu ensuite des choix qui ont été faits et qui sont le fruit de compromis de certaines formations politiques. Allez les voir pour leur demander pourquoi ils ont coupé ces fonds. Maintenant, on doit continuer le travail d'adaptation.

Maintenant, au-delà de cette adaptation nécessaire, qui me fait largement tempérer le caractère excessif de vos propos et vous renvoie plutôt à la fois aux faits et à la réalité de ce qui a été conduit, nous vivons, et il faut avoir l'humilité de le regarder, une période totalement inédite. Nous nous sommes adaptés au réchauffement climatique, mais on ne s'adapte pas à un pic qui n'a pas d'équivalent aujourd'hui en Europe, et qui n'a jamais eu d'équivalent dans notre histoire, c'est-à-dire un pic caniculaire qui dure aussi longtemps et qui est à 15 degrés au-dessus des normales saisonnières.

Et donc face à cela, je veux saluer vraiment l'organisation du Gouvernement et de l'ensemble des services, à la fois les soignants, les services de secours, sapeurs-pompiers, pompiers volontaires, de nos forces de sécurité, de l'ensemble du monde associatif, des bénévoles, des collectivités locales, c'est un tout qui vient en soutien.

Et donc là, on protège, c'est la priorité. Donc d'abord, il y a les gestes de prévention. Donc il faut rappeler à chacun : boire régulièrement, ne pas faire d'efforts au soleil, se protéger au maximum, s'adapter. Ensuite, il y a tout le travail que nous faisons à l'hôpital. Je remercie encore nos soignants. C'est aussi pour ça qu'on est amenés à adapter des événements ou à les annuler pour réduire la charge potentielle qu'il y aurait en plus sur nos hôpitaux. Et il faut continuer d'agir comme on le fait en soutien à nos hôpitaux. Et les décisions annoncées ce matin par le Premier ministre vont permettre de prendre les bonnes décisions d'organisation.

Et puis, il faut être vigilant. On a vu aussi beaucoup de cas de noyades, d'une part. Donc, il faut bien sûr renvoyer des messages de prudence et continuer le travail d'aller vers les publics les plus vulnérables, ce qui est fait avec beaucoup d'engagement par le secteur social, médico-social et sanitaire, vers les plus âgés. Et c'est tout le travail qui est fait évidemment par nos EHPAD, mais également par les services de l'État et les services des collectivités territoriales pour aller voir chacun. Et nous avons tous un rôle à jouer dans ces moments. Ce sont des moments de solidarité où j'invite chacun de nos compatriotes à aller voir si le voisin, qui est âgé, vivant seul, qui est en situation de handicap, se porte bien. Voilà, ce sont des moments plutôt de solidarité et de mobilisation qui doivent signer ces périodes. Et c'est ce qui est en train de se passer.

Je suis très reconnaissant à l'égard de l'ensemble des forces mobilisées. J'invite chacun, voilà, à prendre soin de soi et prendre soin des autres et passer cet épisode. Mais nous continuons à être mobilisés. Le Gouvernement annoncera demain de nouvelles mesures. Je ne vais pas ici rentrer dans plus de détails. J'ai eu, juste avant de décoller tout à l'heure, le Premier ministre qui prépare la CIC de demain où il annoncera des mesures nouvelles.

[Réponse de Mme Giorgia MELONI]

Journaliste

Madame Meloni, je voudrais revenir sur une décision importante aujourd'hui, c'est-à-dire de mettre en place une nouvelle coalition dirigée par la France et l'Italie pour l'après-mission FINUL. Pouvez-vous nous fournir quelques détails supplémentaires ? C'est la même question que je vous adresse, Monsieur Macron. Il y aura aussi la question des pays qui voudront participer à cette initiative. J'espère que les États-Unis en feront partie. Merci.

[Réponse de Mme Giorgia MELONI]

Emmanuel MACRON

Madame la Présidente vient de très bien décrire la démarche. Nous savons que le terme du mandat des Nations unies pour l'UNIFIL arrive en fin d'année et qu'à partir du mois d'août si nous ne faisons rien, les premières mesures pour se désengager seront mécaniquement prises. Il est important de bâtir une perspective et donc nous allons ensemble, d'abord, travailler avec les autorités libanaises : le président, le chef du gouvernement, et le ministre de la Défense, et le chef d'état-major des armées libanais, pour bâtir une solution qui vienne en appui des forces armées libanaises et des forces de sécurité.

Sur la base de ceci, nous essaierons de construire la coalition la plus large, et en effet, de bâtir un mandat clair. Sera-t-il un mandat d'une force multinationale aux côtés des forces armées libanaise ? Est-ce qu'on pourra bâtir avec un vrai mandat des Nations unies ? Il est trop tôt pour répondre à cette question. Mais évidemment, notre souhait, c'est d'avoir le mandat le plus clair, la mission la plus efficace, et le plus de monde dans une telle coalition, parce que notre objectif, c'est la souveraineté libanaise, l'intégrité territoriale du Liban et la mise en œuvre de ce que le président Aoun a dit dès le premier jour de son mandat, et ce que le président du Conseil Nawaf Salam bâtit chaque jour, c'est-à-dire le monopole des armes dans la main des forces armées libanaises, et donc le retrait des armes au Hezbollah. Pour ça, il faut venir en soutien des forces armées.

Cette coopération sur le poste UNIFIL ce que nous lançons, je veux aussi ici saluer le rôle que le Qatar, l'Arabie saoudite jouent dans la région en soutien du Liban, et nous aurons l'occasion dans les prochains jours aussi d'avoir des éléments de soutien avec l'Arabie saoudite, aux forces armées libanaises à très court terme. Mais tout ça a du sens si on sait bâtir la perspective du post-UNIFIL, et c'est ce que nous avons décidé de faire ensemble, Italie et France. Voilà, Mesdames et Messieurs, je crois qu'on arrive au terme de cette conférence de presse. Je veux à nouveau remercier Madame la présidente, sa délégation, et vous remercier tous, et saluer la résistance de la délégation italienne, qui a eu le soleil de face pendant toute la conférence de presse, les frondaisons y ont produit, en quelque sorte, donné un répit momentané à la délégation française. Donc excusez-moi pour cet exercice de torture involontaire.

Giorgia MELONI

Grazie buona sera.

Emmanuel MACRON

Merci.